



L'UNCAF interpelle le Gouvernement et réclame des AIDES et non des Prêts

L'Union Nationale des Compagnies Aériennes Françaises sort du silence devant les propositions sans impact pour le sauvetage des petites et moyennes compagnies aériennes Françaises.

« Notre syndicat représente l'industrie des petites et moyennes compagnies aériennes Françaises, celles qui permettent d'assurer les vols d'urgence, le SAMU, le fret de petits colis, le transport de marchandises dangereuses, les vols dans les régions où les compagnies majeures ne veulent pas venir ainsi que de nombreux autres services indispensables à la France. Monsieur le secrétaire d'état au transport, ce serait une erreur de penser qu'il n'y a qu'une compagnie à sauver, et à ce jour, toutes vos réflexions se tournent vers elle, même si nous pensons qu'il faut aussi l'aider. » déclare M. Manaut, le Président de l'UNCAF.

« Il faut changer le logiciel de réflexion et revenir à des fondamentaux simples » précise le comité finance et compétitivité de l'UNCAF ajoutant *« Les principales propositions du gouvernement sont d'endetter nos entreprises un peu plus en proposant de garantir des prêts que nous pourrions demander... Monsieur le ministre de l'économie, pour sauver des entreprises, il faut leur donner des moyens et non leur faire prendre des crédits. »*

« Si l'état veut aider l'industrie du transport aérien, il faut le faire en mettant à disposition des fonds et prendre un minimum de risque de les perdre, et non mettre en place des financements qui ne font que repousser l'échéance du paiement pour celles qui pourront rembourser, ou décaler l'échéance d'une mort certaine pour celles qui ne pourront rembourser, ... En cette période terrible, ne trompons personne : un financement binaire qui ne coûte rien à l'état puisque nous devons le rembourser, n'est pas une aide ! Les chefs d'entreprises le savent et les salariés impliqués au quotidien dans le sauvetage de leurs entreprises le savent également. »

L'UNCAF n'accepte plus les effets d'annonce, qui ne répondent pas aux préoccupations de l'industrie, alors que la situation est catastrophique. Personne ne réagit car ce n'est pas le moment, mais bientôt, ce sera aussi trop tard pour l'industrie si nous ne disons rien.

« NOUS ne pouvons plus entendre que nous pourrions décaler le paiement de nos impôts comme cela a été rappelé sans cesse dans les interventions publiques. Nos entreprises, si elles vivent encore, vont perdre de l'argent, donc de quel impôt parlons nous », précise M. Pennazio, le Vice-président de L'UNCAF.

« La situation est exceptionnelle et nous sommes en guerre. L'Union Nationale des Compagnies Aériennes Françaises rappelle que la reconstruction de la France après cette épidémie ne pourra pas se faire si les entreprises sont à l'agonie du fait des crédits qu'elles auront dû prendre pour pallier à l'erreur d'analyse de l'Etat sur les solutions à apporter » précise M. Collinot, Trésorier de L'UNCAF.

L'UNCAF demande le versement immédiat d'une aide de 10 % du CA 2019 pour les compagnies aériennes réalisant moins de 50 Millions d'euros, qui serait remboursable par prélèvement sur les bénéfices réalisés dans les 10 prochaines années.

Monsieur le ministre de l'économie, voilà une aide de soutien viable pour notre industrie qui a un vrai sens économique, qui vise les petites et moyennes compagnies aériennes que vous avez prévu d'exclure par les dispositifs en cours de réflexion, et qui ne coûterait rien à l'état si le secteur redémarre un jour. Et si les entreprises ne font plus de bénéfice, alors tout le monde perdra, mais l'industrie aura été sauvée !

Nous Contacter :

Tel : +33 1 73 79 18 01
Mail : contact@uncaf.fr
Fax : +33 8 90 34 69 00

Nous connaître :

www.uncaf.fr